



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour une coexistence fraternelle à Médina Gounass

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) a appris avec émotion l'incident survenu à Médina Gounass dans la région de Kolda et reste préoccupée par cette situation.

En effet, le lundi 17 juin 2024 des altercations d'une rare violence ont eu lieu à Médina Gounass. Le cortège du khalife a fait l'objet d'une attaque ayant entraîné la mort d'une personne et occasionné de nombreux blessés et des dégâts matériels. Cette attaque est intervenue lorsque le cortège a quitté le lieu de prière de la Tabaski pour retourner à la demeure du Khalife.

Cet incident se déroule dans un contexte de conflit communautaire entre habitants de la zone avec des épisodes parfois violents comme cela a été le cas en 2007 et dans les années 90, périodes où le conflit communautaire avait occasionné des dizaines de pertes en vies humaines.

La Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme (RADDHO) :

- **Condamne fermement** le recours à la violence pour régler le différend entre communautés religieuses et l'attaque perpétrée contre le cortège du khalife de Médina Gounass ;
- **Demande** l'ouverture d'une enquête afin de situer les responsabilités de tels actes et de traduire les auteurs devant la justice ;
- **En appelle** au sens de responsabilités des guides religieux des communautés en conflit pour ramener le calme et la sérénité au sein de leurs familles respectives en s'inspirant des préceptes de l'Islam et des enseignements de son Prophète ;
- **Lance un appel** à toutes les communautés religieuses du pays notamment celles de la famille Omarienne, de Tivaouane, de Touba et des Niassènes pour une médiation urgente qui tient compte des intérêts de toutes les communautés pour un retour rapide à la paix, à la cohésion sociale, dans le cadre d'une coexistence pacifique entre communautés condamnées à vivre ensemble ;
- **Invite** les autorités étatiques à user de toutes leurs forces pour prévenir de tels actes.

Fait à Dakar, le 19 Juin 2024

Sadikh Niass

